

Bujumbura demande une enquête "approfondie" sur l'armement présumé des civils

PANA, 16 avril 2014 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement du Burundi a demandé, mardi [dans un communiqué du Secrétaire général et Porte parole du Gouvernement, Philippe Nzobonariba (photo), Ndlr], au Secrétariat général des Nations unies de mener des investigations "approfondies", pour vérifier le fondement exact des informations de source diplomatique onusienne, qui ont fait état ces derniers jours d'un plan en cours d'armement des populations civiles à travers le pays à des fins non encore clairement élucidées. [L'intégralité du Communiqué du Gouvernement est accessible en bas de cet article] Une note confidentielle émanant du chef du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB), le diplomate gabonais, Parfait Onyanga Onanga, au Conseil de sécurité des Nations unies, a circulé ces derniers jours dans les milieux politico-médiatiques locaux, avant d'être authentifiée de la même source onusienne à Bujumbura sur l'armement de jeunes militants proches du parti au pouvoir, à l'approche des élections générales. Le gouvernement burundais est revenu, mardi, à la charge, en sortant une déclaration de démenti de tels faits et pour réclamer une enquête approfondie des Nations unies à ce sujet "afin d'établir les responsabilités et prendre les mesures appropriées pour restaurer un climat de confiance avec les mandataires du BNUB auprès des institutions auxquelles ils sont accrédités". Si l'affaire restait en l'état, "les effets du rapport du représentant du BNUB pourraient peser sur l'électorat", s'inquiète le gouvernement. Du point de vue du gouvernement burundais encore, une telle enquête permettrait, en plus, de "s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une campagne destinée à couvrir l'entrée des armes pour perturber la sécurité, créer un chaos pouvant saboter les prochaines élections pour exiger ensuite des institutions de transition tant évitées par certains politiciens locaux". Lire l'intégralité du Communiqué du Gouvernement